

AGRICULTURE

GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES

Conseil Régional
Réunion du 20 - 21 octobre 2011

Rapport régional d'orientation sur la filière équine
Intervention de Josiane Corbic

Monsieur le Président,
Mes cher(e)s collègues,

Avec ce rapport, le Conseil régional de Bretagne souhaite renforcer son soutien à la filière équine, filière structurante pour la Bretagne et très dynamique. Elle représente tout de même 6 000 emplois en Bretagne.

Ce secteur est en pleine mutation. Il subit de plein fouet la Révision Générale des Politiques Publiques qui passe par la diminution des budgets, la suppression de personnels et le démantèlement de structures publiques connues et reconnues que sont les haras.

Déjà en 2004, les collectivités locales, dont la Région, s'étaient mobilisées pour maintenir les missions de services publics des haras nationaux au travers la création de syndicats mixtes à Lamballe et à Hennebont.

Nous assistions, comme à l'habitude, au transfert de la gestion du patrimoine immobilier vers les collectivités.

Depuis, si l'implication financière des collectivités n'a cessé de s'amplifier, celle de l'Etat s'est réduite. En 2011, le budget alloué à la filière équine a baissé de 26%. La même diminution est à prévoir pour 2012.

Parallèlement, nous assistons au démantèlement des Haras Nationaux.

D'un côté, la création d'une structure : l'Institut Français du Cheval et de l'Équitation qui mènera des missions de service public (formation, promotion,...) et dont la pérennisation des moyens est loin d'être garantie dans le temps.

De l'autre, le Groupement d'Intérêt Public France Haras assurant des missions concurrentielles dont l'étalonnage.

L'Etat a ainsi lancé l'éclatement des haras nationaux en diverses structures pour privatiser les plus rentables ; et tout ceci sous couvert de faire de nouvelles économies.

Mais, l'existence de France Haras n'est que transitoire. Son objectif : assurer le transfert des centres techniques vers des structures territoriales privées ou mixtes qui, à défaut de transfert avant le 31 décembre 2014, disparaîtraient.

Ainsi, le site d'Hennebont, l'un des quatre centres de congélation de France, est essentiellement tourné vers les activités de France Haras. Quid du devenir des activités d'étalonnage d'ici 2015 ? Que deviendront les personnels, aujourd'hui transférés à France Haras, en 2015 ? N'y a-t-il pas une volonté de la part de l'Etat de faire reposer sur les collectivités l'avenir des missions dites « concurrentielles » ?

Au-delà, les missions d'étalonnage des haras jouent un rôle primordial pour la préservation du cheval de trait et plus largement en faveur de la préservation de la biodiversité.

Or, il a été explicitement dit que France Haras devra intervenir comme un opérateur privé et qu'il n'a pas vocation à assurer le soutien aux races aidées.

C'est donc l'inquiétude et le flou qui règnent concernant cette nouvelle réforme. La stratégie du Conseil régional en faveur de la filière équine est donc positive car elle veut conforter les sites bretons en favorisant la mise en place d'un réseau basé sur la complémentarité des fonctions de chaque site.

Face au dynamisme de la filière, la formation joue un rôle essentiel.

Ainsi, je souhaiterais me réjouir du projet de rénovation du centre équestre du lycée de Kernilien, à Guingamp, seul lycée public de Bretagne proposant des formations équines allant du Brevet professionnel au BTS en passant par le Bac pro sans oublier la formation continue.

Ce projet entre enfin dans sa phase de réalisation avec des travaux financés à 100% par le Conseil régional de Bretagne.

Ainsi, le lycée Kernilien est conforté dans son rôle à jouer dans la filière équine, d'autant qu'il accueille de plus en plus d'élèves.

Ceci est important car le lycée a vécu des moments difficiles avec la menace de fermeture de sa classe de 4^{ème} pour laquelle la formation équine joue un rôle important.

Bref, cette stratégie régionale en faveur de la filière équine est un acte politique fort de la part du Conseil régional de Bretagne, régulièrement au rendez vous pour compenser les désengagements de l'Etat. Une illustration de plus....